



## PROCES-VERBAL DU CONSEIL GENERAL

PAGE NO : 1

DATE : 12 décembre 2018

### Séance du Conseil Général sous la présidence de M. le Président Jean-Pierre Grandgirard

#### CONSEIL GENERAL

Présents : 27 Conseillers généraux                      majorité = 14                      Quorum atteint

Excusés : Mmes Yolande Galley, Aurélie Haenni et M. Gilles Zwahlen

L'assemblée peut se dérouler normalement.

#### CONSEIL COMMUNAL

Présents : Mme Vanessa Currat, MM. Alexandre Vonlanthen, Bernard Grandgirard, Alain Bürgy, Guido Flammer, Jean-Denis Borgognon, Yannick Bersier

#### ORDRE DU JOUR

1. Ouverture de la séance par M. le Président Jean-Pierre Grandgirard
2. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil Général du 26 septembre 2018
3. Choix du mode de convocation des séances du Conseil Général pour la législature en cours
4. Modification du taux de l'impôt communal
  - 4.1. Réduction, pour **l'année fiscale 2019 uniquement**, du coefficient de l'impôt communal de **90% à 88%** sur le revenu et la fortune des personnes physiques et de l'impôt communal sur le bénéfice et le capital des personnes morales. Cette réduction ne sera appliquée que si le point 4.2. ci-dessous est accepté par le Conseil Général.
  - 4.2. Augmentation au **1<sup>er</sup> janvier 2020**, du coefficient de l'impôt communal de **88% à 90%** sur le revenu et la fortune des personnes physiques et de l'impôt communal sur le bénéfice et le capital des personnes morales.
  - 4.3. Rapport de la commission financière
  - 4.4. Approbation
5. Budgets 2019
  - 5.1. Budget d'investissement
    - présentation, commentaires
    - rapport de la commission financière
    - approbation
  - 5.1.1. CSPI Les Verdières – achat d'une motopompe et d'un module inondation
  - 5.1.2. Aménagement d'une place de jeux à Vesin et sécurisation du chemin d'accès à l'école de Vesin

DATE : 12 décembre 2018

- 5.1.3. Réfection de la toiture et façade de la salle de sport
- 5.1.4. Réfection de la route de la Léchère à Vesin
- 5.1.5. Changement de la conduite Chemin du Grésaley à Vesin
- 5.1.6. Elaboration et frais du PED Bochat-Dessus
- 5.2. Budget de fonctionnement
  - présentation, commentaires
  - rapport de la commission financière
  - approbation
6. Approbation de la modification des statuts de l'Association du cycle d'orientation des communes du district de la Broye
7. Approbation des statuts de l'Eparse
8. Approbation du règlement relatif à la gestion des déchets
9. Modification des articles 60 et 61 du règlement du personnel communal du 23 avril 2008
10. Présentation de la convention entre la commune et le Cycle d'Orientation de la Broye
11. Informations communales
12. Divers.

**1. OUVERTURE DE LA SEANCE PAR M. LE PRESIDENT JEAN-PIERRE GRANDGIRARD**

M. le Président Jean-Pierre Grandgirard salue les Conseillères et Conseillers généraux, M. le Syndic et ses collègues du Conseil Communal, les membres du bureau du CG, la presse ainsi que le public, pour cette séance de fin d'année du Conseil Général de notre commune. Séance qui porte principalement sur l'acceptation des budgets 2019, le choix du mode de convocation des séances du CG, la modification du taux d'impôts, l'approbation et la modification de divers statuts et règlements et bien sûr les informations communales. Les scrutateurs pour cette séance sont : MM. Bastian Bersier, Raphaël Grandgirard et Manuel Pires.

Cette séance a été convoquée par lettre personnelle du 22 novembre 2018 conformément à l'art. 38 de la LCo, par avis dans la FO no 48 du 30 novembre 2018, par affichage au pilier public communal et par avis sur le site internet de la commune.

Avant de démarrer cette séance, il demande s'il y a des remarques au sujet de l'ordre du jour. Ceci n'étant pas le cas, la séance peut délibérer valablement. Il rappelle que cette séance sera enregistrée afin de faciliter la rédaction du procès-verbal. Cet enregistrement sera effacé dès son approbation lors d'une prochaine séance.

**2. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL GENERAL DU 26 SEPTEMBRE 2018**

Chacune et chacun a pu en prendre connaissance, il ne sera donc pas relu ce soir. M. le Président Jean-Pierre Grandgirard demande s'il y a des remarques à formuler au sujet de ce procès-verbal. Il fait remarquer que comme demandé et pour la première fois, la liste des délais fait partie du procès-verbal de la séance du Conseil Général. Une grande partie de cette liste sera discutée et liquidée lors des informations communales.

Ce dernier ne faisant l'objet d'aucune remarque, il est soumis au vote et accepté à l'unanimité par le Conseil Général. Le Président remercie la secrétaire pour la rédaction de ce procès-verbal.

**3. CHOIX DU MODE DE CONVOCATION DES SEANCES DU CONSEIL GENERAL POUR LA LEGISLATURE EN COURS**

DATE : 12 décembre 2018

M. le Président nous informe que l'article 18 du règlement du Conseil Général prévoit que la convocation à une séance du Conseil Général peut se faire par courrier électronique. Cette façon de procéder est bien sûr plus économique pour la commune mais d'un autre côté elle oblige les conseillers généraux, s'ils ne sont pas équipés de tablette, d'imprimer tous les documents pour pouvoir les étudier ou d'avoir chacune et chacun une tablette pour les séances de groupes et du Conseil Général. Cela suppose que la salle où l'on siège doit disposer du wifi et de la possibilité de recharger les tablettes. Dès lors, il lui semble un peu prématuré de modifier notre façon de faire pour l'année à venir, année où l'on devra trouver un autre local pour nos séances durant la réfection de la salle polyvalente. Cette décision appartient au Conseil Général dès lors il demande à chacun de s'exprimer afin de pouvoir prendre une décision.

M. Alexandre Vonlanthen relève que c'est par soucis d'économie pour la commune que le Conseil Communal propose cette manière de convoquer. Il relève que pour la séance de ce soir ce sont plus de 3'000 copies qui ont été faites pour cette convocation. Le Conseil Communal travaille lui-même tout par informatique et cela fonctionne très bien.

M. Vincent Grandgirard nous fait part qu'après avoir soupesé les avantages et inconvénients des différents modes de convocation, le groupe « Unis pour Cugy » est d'avis qu'il est préférable de continuer à recevoir les invitations par courrier pour le moment. En effet, tous les conseillers généraux ne disposent pas des équipements informatiques leur permettant de se passer du papier (ordinateur portable ou tablette).

De plus, nous sommes une majorité à préférer disposer des documents imprimés, qu'on peut annoter, pour prendre connaissance des objets traités et pour préparer en groupe les séances du Conseil Général. Dans ces circonstances, l'envoi des convocations par e-mail représenterait un transfert des coûts d'impression de l'administration communale vers les élus, ce qui ne nous enchante guère...

Le groupe « Unis pour Cugy » ne voit pas d'objection en revanche à ce que l'invitation soit également envoyée par e-mail pour ceux qui préféreraient en disposer sous forme numérique, d'autant que ça ne coûterait rien... Enfin, il souhaite, comme le prévoit le règlement du Conseil Général, que tous les documents soient mis à disposition sur le site internet de la commune de façon que les citoyens et les médias puissent également bénéficier de ces informations qui sont publiques.

Mme Géraldine Cantin nous informe que le groupe « Unité communal » pense, quant à lui, qu'il est judicieux de se doter de cette nouvelle méthode de convocation et l'on doit évoluer avec le temps, faire face également à l'écologie et faire des économies.

M. Jean-Gabriel Meylan comprend le souci économique de l'exécutif qu'il partage. Pour certains il serait judicieux d'avoir ces documents sur une tablette ou un ordinateur cependant dans un temps proche, cela semble difficile au vu des changements de salle qu'il y aura et deuxièmement l'utilisation des pc ou tablette se fait avec une connexion wifi ce qu'il faudra mettre en place. Il est donc favorable à ce mode de convocation mais pas dans l'immédiat.

Plus de questions, M. le Président soumet le mode de convocation par voie électronique au vote. Il précise que si ce mode est accepté il sera mis en place pour la prochaine séance du Conseil Général. Cependant, si ce n'est pas accepté on pourra toujours y revenir pour une prochaine séance du Conseil Général.

M. Jean-Gabriel Meylan demande une précision à savoir si on vote pour la prochaine séance mais d'un local équipé ?

M. le Président répond qu'on vote pour la prochaine séance.

DATE : 12 décembre 2018

M. Olivier Vonlanthen propose qu'il y a des personnes qui sont pour travailler avec la version informatique et d'autres qui souhaitent maintenir la version papier. Pourquoi ne pas tenir une liste des personnes souhaitant recevoir la version papier. Il y aurait deux modes de convocation.

M. le Président se tourne vers l'administration pour connaître son avis sur cette proposition.

M. Alexandre Vonlanthen répond qu'il faut une seule façon de faire pour tout le monde. Par contre il n'est pas nécessaire d'avoir du wifi pour travailler, il suffit simplement de télécharger les documents sur son pc ou sa tablette.

M. le Président soumet donc le mode de convocation par voie électronique au vote. Il précise à nouveau que si ce mode est accepté il sera mis en place pour la prochaine séance du Conseil Général. Cependant, si ce n'est pas accepté on pourra toujours y revenir pour une prochaine séance du Conseil Général.

**Vote :**

**Approbation : 15**

**Le mode de convocation par voie électronique est accepté par 15 voix. Il entrera en vigueur pour la convocation de la prochaine séance du Conseil Général.**

M. Vincent Grandgirard pense qu'on ne peut pas faire ça ; on ne peut pas imposer, bien que cela ait été accepté à la majorité, à tous les conseillers généraux. On ne peut pas imposer à tout le monde de s'équiper d'un ordinateur et d'une imprimante ou alors on les équipe. Il s'oppose donc à cette décision.

M. le Président répond que la décision a été prise démocratiquement et il est clair qu'il y aura des personnes qui seront prétéritées mais il faudra trouver une solution pour ces personnes afin qu'elles puissent s'adresser à l'administration pour avoir les documents papiers.

M. Alexandre Vonlanthen propose que les personnes qui veulent la version papier, prennent contact avec l'administration et le Conseil Communal décidera.

Mme Marielle Corboz revient sur le point 3 de la convocation qui mentionne « *Choix du mode de convocation des séances du Conseil Général pour la législature en cours* » on parle de choix mais quel est-il ? Il n'y a eu aucune information sur ce point que ce soit dans le message ou dans les séances de groupes. Pour elle, l'ordre du jour n'est pas clair.

M. le Président répond que l'ordre du jour n'est peut-être pas clair mais c'est l'article 18 du règlement du Conseil Général qui précise d'entrée que le mode de convocation peut se faire par courrier électronique donc c'est pourquoi ce point a été mis à l'ordre du jour. Il propose de partir comme ça pour la prochaine séance et les personnes qui ne sont pas équipées s'adresseront au bureau communal pour obtenir la version papier.

#### **4. MODIFICATION DU TAUX DE L'IMPÔT COMMUNAL**

4.1. Réduction, pour l'année fiscale 2019 uniquement, du coefficient de l'impôt communal de **90% à 88%** sur le revenu et la fortune des personnes physiques et de l'impôt communal sur le bénéfice et le capital des personnes morales. Cette réduction ne sera appliquée que si le point 4.2. ci-dessous est accepté par le Conseil Général.

DATE : 12 décembre 2018

4.2. Augmentation au **1<sup>er</sup> janvier 2020**, du coefficient de l'impôt communal de **88% à 90%** sur le revenu et la fortune des personnes physiques et de l'impôt communal sur le bénéfice et le capital des personnes morales.

M. le Président Jean-Pierre Grandgirard nous informe que le Conseil Communal propose une réduction du coefficient de l'impôt communal de 90% à 88% uniquement pour l'année 2019. Comme il y a deux points à l'ordre du jour, ces deux objets seront votés l'un après l'autre à moins que la baisse d'impôt soit refusée. Il donne la parole à Mme Vanessa Currat, responsable des finances.

Mme Vanessa Currat nous informe que le Conseil Communal propose une réduction de l'impôt de 90% à 88% pour les personnes physiques et les personnes morales. Cette proposition est liée à la situation financière de la commune de ces cinq dernières années et au contexte économique et cadre juridique. Elle relève quelques éléments sur la situation financière de la commune :

- Des comptes favorables ces cinq dernières années
- Un capital de 3 mio
- Une capacité totale d'investissement de notre commune de 16 mio
- Une dette faible
- Un budget restant bénéficiaire avec ce taux
- Ces dernières années des amortissements extraordinaires et des réserves ont été effectués
- Nous avons fini de rembourser les emprunts à taux élevés

Il faut également tenir compte du contexte économique et du cadre juridique, à savoir :

- Les charges financières sur les ménages sont en augmentation (taxes, assurances maladie)
- Aucune réduction des impôts au niveau cantonal n'est prévue pour les personnes physiques
- Il est de la responsabilité de la commune de redonner au citoyen ce qui lui appartient si elle le peut
- Cela a un impact sur l'attractivité de notre commune ; notre coefficient de l'impôt communal étant élevé par rapport au district/canton
- Anticipation du MCH2 qui va vers une vraie gestion financière, ce qui veut dire qu'à partir de 2021, il y aura l'abandon des réserves et des amortissements exceptionnels pour plus de transparence, l'impôt sera un élément à examiner chaque année, exemples récents dans notre district : Fétigny et Sévaz, et le nouveau plan comptable incitera à le faire : anticipons cela. Le Conseil Communal souhaite garder de la flexibilité par rapport aux charges à venir si les rentrées fiscales devaient diminuer. En effet, il est plus facile de diminuer que d'augmenter. La volonté du CC est d'avoir un impôt à un taux « juste » selon la situation et souhaite si possible ne pas le ré-augmenter ; il faut relever que le taux d'impôt « gravé dans le marbre » est dépassé ; les autres communes agissent ainsi (Fétigny, Sévaz...) d'où cette présentation par 2 points distincts au tractanda selon les recommandations du service des communes.

Plusieurs questions ont été posées concernant cette baisse d'impôt :

- va-t-elle prélever les investissements pour l'année prochaine au budget des investissements et au fonctionnement ? la réponse est non.
- est-ce que cette baisse de 2 points est supportable pour l'année 2019 ? la réponse est oui.
- est-ce que cette baisse est plus favorable aux personnes à revenus modestes ou à revenus plus importants ? la réponse est que la baisse soit de 2 points ou plus importante, elle le sera dans la proportion des revenus.

DATE : 12 décembre 2018

- Pourquoi 2% ? c'est pour garder une certaine constante et il faut préciser que ce n'est pas un rattrapage ; le but est, lors des budgets, de regarder ces recettes comme toutes les autres recettes et dépenses du budget.
- Pourquoi uniquement sur une année ? pour justement faire l'analyse chaque année de nos recettes et dépenses lors de l'établissement des budgets.

#### 4.3. Rapport de la commission financière

M. le Président Jean-Pierre Grandgirard remercie Mme Currat et donne la parole à la commission financière.

M. Jean-Gabriel Meylan nous informe qu'à la demande du Conseil Communal, vus les excellents résultats financiers de ces dernières années, la commission financière a analysé la possibilité de réduire l'impôt de 2 centimes pour l'année 2019.

Sous l'angle financier, en tenant compte du rapport du Service des communes de l'Etat de Fribourg ainsi que des indicateurs financiers 2017, la capacité financière de notre commune peut aisément supporter une diminution des recettes fiscales de 2 centimes, soit un montant budgétisé à Fr. 90'000.00.

Dans son analyse, la commission financière a tenu compte des résultats exceptionnels de ces dernières années, des amortissements extraordinaires opérés, des investissements actuels, notamment l'assainissement de la salle polyvalente. Elle a aussi pris en considération les grands chantiers tels que la construction du CO, des homes médicalisés ou encore de la future STEP. Ces constructions auront un impact direct sur le budget de fonctionnement de notre commune.

En conclusion, sur la base de son analyse et des documents fournis, à la majorité des membres présents lors de leur séance du 19 novembre dernier, la commission financière peut donner un préavis favorable à une réduction de l'imposition fiscale communale de 2 centimes pour l'année 2019. Elle remercie le Conseil communal pour sa proposition.

La parole est donnée à l'assemblée.

Mme Justine Fontana relève que le Conseil Communal propose un mécanisme existant auquel le Conseil Général a le droit d'adhérer ou non. L'interprétation d'une réduction du taux de l'impôt pour l'année 2019 peut être perçue de façon positive comme négative. Positive car le Conseil Communal fait un geste en faveur du citoyen mais légèrement négative au vu des travaux qui ont démarré cette année et en vue des investissements pour 2019. La commune de Cugy permet à nos citoyens de disposer de nombreuses infrastructures toutefois ce lotissement est synonyme d'un taux d'impôt proportionnellement élevé. Après avoir récoltés différents avis auprès des habitants de la commune de Cugy et de manière à privilégier un amortissement exceptionnel, le groupe « Unité communale » refuse de baisser le taux d'impôt communal de 90% à 88% pour l'année 2019.

M. Christian Molleyres relève que c'est avec intérêt que le groupe « Unis pour Cugy » a étudié la possibilité de réduire, pour 2019, le taux d'imposition de 2 points pour les personnes physiques et morales.

Le 19 décembre 2012, le Conseil Général avait accepté une très forte augmentation du taux d'imposition, soit une progression de 10 points passant ainsi à 0.9 % par rapport au taux cantonal qui est de 1%. Cette correction était alors obligatoire vue la mauvaise santé financière de notre commune.

Après cette augmentation, lors des cinq derniers exercices comptables, soit de 2013 à 2017, notre commune a comptabilisé Fr. 509'311.63 de bénéfice net, procédé à Fr. 3'753'641.30 d'amortissements supplémentaires non obligatoires et établis des réserves pour Fr.

DATE : 12 décembre 2018

580'000.--. Le total de ces bonus représente tout de même Fr. 4'842'952.90, sortis de la poche du contribuable.

Le financement de la rénovation de la salle polyvalente est déjà planifié et se trouve en adéquation avec les indicateurs financiers 2017 qui sont très réjouissants.

Concernant les chantiers relatifs aux homes médicalisés, à la construction du CO ou de la future STEP régionale, les emprunts bancaires ne seront pas effectués par notre commune mais par les différentes associations.

Plusieurs communes voisines pratiquent déjà chaque année le taux d'imposition variable.

Manifestement, le taux d'imposition est actuellement trop élevé à Cugy, une correction s'avère nécessaire. Fort de ces éléments, le groupe « Unis pour Cugy » serait mal à l'aise de refuser aux contribuables de notre commune, une diminution de 2 points pour l'imposition 2019. Concrètement ce serait Fr. 90'000.-- qui ne seraient pas encaissés aux contribuables pour l'année 2019. Pour rappel, le citoyen contribuable a effectivement fourni un gros effort ces cinq dernières années en subissant une augmentation de 10 % de l'impôt communal, sans parler des diverses taxes qui ont aussi été mises à jour, je pense notamment à celle liée à la déchetterie. Avec cette baisse d'impôt, aussi petite soit-elle vue la prudence que l'on doit maintenir, notre groupe voit un geste en faveur de la population de Cugy qui paie un lourd tribut aux impôts depuis 5 ans d'une part et une équité transparente entre les générations d'autre part. Il n'est pas normal que la génération actuelle paie l'ensemble des investissements qui serviront aux générations futures.

Sur la base de ces éléments, le groupe « Unis pour Cugy » propose d'accepter cette baisse d'impôt temporaire pour 2019. Il souhaiterait également que ce taux d'imposition soit réévalué chaque année en fonction des budgets présentés, de façon proactive, comme cela sera recommandé dès 2021 avec la mise en œuvre du nouveau modèle comptable harmonisé, appelé aussi MCH2.

Mme Nathalie Pires nous informe que le groupe « Parti socialiste » approuve bien évidemment la réduction de l'impôt communal de 2 points. Cependant, et elle remercie Mme Currat de l'avoir précisé, ils souhaitent revoir la situation lorsque les comptes seront bouclés, réévaluer la situation pour l'année suivante.

#### 4.4. Approbation

Plus de question, M. le Président soumet le point 4.1. Réduction, pour **l'année fiscale 2019 uniquement**, du coefficient de l'impôt communal de **90% à 88%** sur le revenu et la fortune des personnes physiques et de l'impôt communal sur le bénéfice et le capital des personnes morales au vote.

#### Vote :

**Approbation : 11    Avis contraire : 16    Abstention : 0**

La réduction du taux de l'impôt de 2 points pour 2019 est refusée. Le point 4.2 devient donc caduc et ne sera donc pas soumis au vote.

### **5. BUDGETS 2019**

#### **5.1. Budget d'investissements**

M. le Président Jean-Pierre Grandgirard précise que c'est un débat libre. Il donne la parole à Mme Vanessa Currat, responsable des finances.

DATE : 12 décembre 2018

Mme Vanessa Currat nous fait un bref rappel des bases légales du budget d'investissements :

- Les dépenses d'investissements ne peuvent être engagées que sur une décision spéciale
- Le montant des dépenses d'investissements inscrites au budget doit correspondre aux dépenses de l'année
- Les recettes doivent aussi y figurer

Les points clés du budget d'investissements sont : le total des nouveaux investissements pour 2019 est de Fr. 791'700.-. Reports de crédits précédemment votés Fr. 320'000.-, soit un total du budget d'investissements de Fr. 1'111'700.-.

Par rapport à la planification financière de septembre, les investissements ci-après ont évolués :

- Agrandissement/rénovation de la salle de sport + Fr. 30'000.- = + 9,3%
- Place de jeux et place de parc bus école Vesin + Fr. 10'000.- = + 12,5%
- Nouveaux :
  - ordre public : achat motopompe/module d'inondation Fr. 16'700.-
  - eau : changement conduite du Grésaley Fr. 80'000.-

Elle nous communique les indicateurs financiers 2017 que nous avons reçus du canton à fin novembre 2018, à savoir :

- MNA structurelle moyenne (2013-2017) : Fr. 962'423.76 (+ 13,9%)
- Capacité d'emprunt 2013-2017 : Fr. 16'328'767.84 (+10,3%).
- L'accent a été mis sur les investissements qui ont été repoussés/retardés et qui sont en lien avec les objectifs de législature et nécessaires.
- Taux d'intérêts sont encore bas
- En ce qui concerne les investissements conséquents, Ils doivent répondre à un besoin à long terme, être bien analysés et savoir si on peut faire mieux à moindre coût.

Elle nous donne la liste des investissements soumis au vote ce soir, à savoir :

– Rénovation toiture et façades de la salle de sport	Fr. 350'000.--
– Place de jeux et place du bus Vesin	Fr. 90'000.--
– Réfection de la route de la Léchère Vesin	Fr. 180'000.--
– Changement conduite du Grésaley Vesin	Fr. 80'000.--
– Elaboration et frais du PED Bochat-Dessus	Fr. 75'000.--
– CSPI Les Verdières, achat motopompe/module inondation	Fr. 16'700.--

M. le Président remercie Mme Currat et nous informe qu'avant de présenter les investissements l'un après l'autre et les voter, il donne la parole au vice-président de la commission financière, M. Jean-Gabriel Meylan, qui donnera son préavis sur tous les investissements.

M. Jean-Gabriel Meylan nous informe que l'examen du budget par la commission financière consiste pour l'essentiel à contrôler la conformité des recettes et des dépenses avec les dispositions légales et le plan comptable. Son préavis est donné exclusivement sous l'angle financier. Ladite commission n'a aucun pouvoir décisionnel, ce rôle est de la compétence du Conseil Général. Par courrier du 13 novembre 2018, le Service des communes de l'Etat de Fribourg a rendu son rapport concernant l'analyse des comptes communaux 2013 à 2017. Sur la base des indicateurs financiers 2017, il en ressort que la capacité totale des investissements est Fr. 16'328'767.84.

La commission financière a examiné en détail le budget des investissements pour l'année 2019, qui se solde par un excédent de charges de Fr. 1'111'700.00.



DATE : 12 décembre 2018

Ce budget comporte des postes qui constituent des reports de crédits, votés ces années précédentes, pour des investissements non réalisés d'une valeur de Fr. 320'000.00 ainsi que quelques nouveaux postes pour un investissement de Fr. 971'700.00.

Dans le détail, les nouveaux investissements prévus pour 2019:

### **1 – Ordre public**

Fr. 16'700.00 - CSPI Les Verdières – achat d'une motopompe et d'un module inondation  
L'entretien des anciennes motopompes ne peut plus être garanti, faute de trouver des pièces de rechange. Le total de l'investissement serait de Fr. 49'350.00 dont la part de notre commune serait de 33.84 % selon une clé de répartition déjà établie par rapport à la population et la valeur ECAB. L'investissement serait financé par les liquidités de la commune. La commission financière donne un préavis favorable.

### **3 – Culte, culture et loisirs**

Fr. 90'000.00 Aménagement d'une place de jeux à Vesin et sécurisation du chemin d'accès à l'école de Vesin  
Un montant de Fr. 70'000.00 est demandé pour l'aménagement d'une place de jeu. Le chemin d'accès sécurisé, y compris la place d'arrêt du bus est estimé à Fr. 20'000.00. L'investissement serait financé par les liquidités de la commune. La commission financière donne un préavis favorable.

Fr. 350'000.00 Réfection de la toiture et façades de la salle de sport  
Comme déjà annoncé par le Conseil Communal, d'importants travaux sont nécessaires pour entretenir la salle de sport. Les coûts de réparation seront d'environ Fr. 200'000.00 pour la toiture et de Fr. 150'000.00 pour les façades. L'investissement serait financé par Fr. 200'000.00 mis en réserve et le solde par un emprunt bancaire de Fr. 150'000.00 en 2019. L'intérêt sera de 2 % et l'amortissement de 3 %. La commission financière donne un préavis favorable

### **6 – Transports et communications**

Fr. 180'000.00 Réfection de la route de la Léchère à Vesin  
Il s'agit de la 2<sup>ème</sup> étape de la réfection de la route de la Léchère prévue dans la planification financière. L'investissement serait financé par un emprunt bancaire d'un montant de Fr. 180'000.00 en 2019 avec un amortissement de 7 % et un intérêt de 2%. La commission financière donne un préavis favorable.

### **7 – Protection et aménagement de l'environnement**

Fr. 80'000.00- Changement de la conduite Chemin du Grésaley à Vesin  
Les frais d'un curage, sans garantie de ne pas endommager la conduite, serait disproportionné par rapport aux frais de remplacement par une conduite neuve, avec aménagement de plusieurs chambres. L'investissement serait financé par les liquidités de la commune. La commission financière donne un préavis favorable.

DATE : 12 décembre 2018

Fr. 75'000.00      Elaboration et frais du PED Bochat-Dessus  
 Cet investissement représenterait la part communale des frais liés à l'équipement de base du futur quartier Bochat-Dessus ainsi qu'à l'élargissement de la route.  
 L'investissement serait financé par les liquidités de la commune.  
 La commission financière donne un préavis favorable.

En conclusion, sur la base de son analyse et des documents fournis, notamment le rapport du Service des communes faisant ressortir la capacité d'investissement, la commission financière déclare que ce budget d'investissement est supportable pour notre commune. Elle remercie le Conseil Communal et le personnel administratif pour son élaboration et la qualité des réponses et explications obtenues.

M. le Président Jean-Pierre Grandgirard remercie la commission financière et passe les investissements point par point et rappelle que c'est un débat libre.

#### **5.1.1. CSPI Les Verdières – achat d'une motopompe et d'un module inondation**

M. le Président Jean-Pierre Grandgirard donne la parole à M. Yannick Bersier, responsable du dicastère.

M. Yannick Bersier nous informe qu'actuellement le CSPI Les Verdières possède 5 motopompes dont 4 datent de plus de 40 ans et il devient difficile de trouver des pièces pour ces motopompes. D'autre part les chariots de transport ne sont pas homologués. Le CSPI propose de garder la motopompe de Ménières qui date de 1994 et d'en racheter une nouvelle pour une valeur de Fr. 30'600.-. Ceci permettra également d'uniformiser la formation sur ces deux motopompes et limiter les frais d'entretien qui pourraient se faire une année sur deux.

Le choix également d'investir dans un module inondation permettrait d'intervenir plus rapidement sur les lieux. En effet, actuellement le matériel se trouve dans plusieurs locaux et pas sur remorque, ce qui prend du temps pour préparer le matériel et partir en intervention. L'idée est d'acheter une remorque fermée avec à l'intérieur un châssis qui pourrait accueillir le module. Le coût de ce module s'élève à Fr. 18'000.-. Notre participation à ces investissements serait de Fr. 16'700.- financée par les liquidités de la commune. A relever que les subventions de l'ECAB sont déjà déduites.

La parole n'étant pas demandée, M. le Président soumet l'investissement de Fr. 16'700.- et son financement au vote.

#### **Vote :**

**Approbation : 27      Avis contraire : 0      Abstention : 0**

Cet investissement et son financement sont acceptés à l'unanimité.

#### **5.1.2. Aménagement d'une place de jeux à Vesin et sécurisation du chemin d'accès à l'école de Vesin**

M. le Président Jean-Pierre Grandgirard donne la parole à M. Jean-Denis Borgognon, responsable du dicastère des bâtiments.

M. Borgognon nous informe que cette dépense faisait partie de la planification financière présentée en septembre dernier. Pour donner suite au courrier du Conseil des parents, le

DATE : 12 décembre 2018

Conseil Communal s'est penché sur le problème de la sécurité aux abords de l'école de Vesin et propose de faire une place de dépose des enfants le long du chemin de remaniement qui passe entre les maisons de Mme Weiler et de M. et Mme Egger. Cette place se ferait dans le jardin de Mme Weiler qui est propriété de la commune à côté du vieux four de Vesin. Le Conseil Communal propose également la création et l'aménagement d'une place de jeux entre la cour de récréation de l'école et le pavillon scolaire. La place sera composée de plusieurs éléments de jeux. Tout cela sera construit avec une protection de sol type biolast, surface coulée amortissante.

Financement : place de dépose pour les enfants Fr. 20'000.- et aménagement de la place de jeux Fr. 70'000.-. Total Fr. 90'000.- financé par les liquidités de la commune

La parole n'étant pas demandée, M. le Président soumet l'investissement de Fr. 90'000.- et son financement au vote.

**Vote :**

**Approbation : 27    Avis contraire : 0    Abstention : 0**

Cet investissement et son financement sont acceptés à l'unanimité.

M. Jean-Sébastien Rey tient à rajouter quelque chose au texte figurant dans le message du Conseil Communal et un extrait du rapport de l'exercice d'évacuation qui a eu lieu le 11 octobre 2010. Il nous cite les conclusions de ce rapport à savoir : points à améliorer sur le site de Vesin, proposition et recommandation : ils proposent la réalisation d'un chemin à l'arrière de la parcelle afin de rejoindre le chemin AF car la sortie des élèves de l'école et du pavillon en bordure de la route est particulièrement dangereuse.

**5.1.3. Réfection de la toiture et façade de la salle de sport**

M. le Président Jean-Pierre Grandgirard donne la parole à M. Jean-Denis Borgognon, responsable du dicastère des bâtiments.

M. Borgognon nous informe que comme annoncé dans un Conseil Général précédant, la toiture de notre salle de sport souffre de plusieurs infiltrations d'eau. Celle-ci demande une intervention au niveau de la toiture ainsi qu'au niveau de son isolation dans les plus brefs délais. De plus une intervention au niveau de la façade est nécessaire (joints des fenêtres plus étanches, crépis fissurés, trous dans la façade, ces éléments engendrant également des infiltrations d'eau), et afin de profiter des échafaudages mis en place, le Conseil Communal propose de refaire le revêtement de cette façade.

Financement Fr. 350'000.-, financé par Fr. 200'000.- mise en réserve et le solde de Fr. 150'000.- par un emprunt bancaire en 2019. Frais financiers au budget de fonctionnement Fr. 7'500.- composés d'un intérêt de 2% Fr. 3'000.- et d'un amortissement de 3% Fr. 4'500.-.

La parole est donnée à l'assemblée.

M. Jean-Gabriel Meylan demande si on peut avoir des surprises lors des travaux, notamment en sous-toiture ?

M. Jean-Denis Borgognon répond qu'il est clair que le Conseil Communal n'a pas enlever la toiture actuelle pour voir l'état de l'isolation mais précise que dans le devis le changement de l'isolation est compris. Donc si nous avons une isolation en bon état ce sera un gain de travaux.

DATE : 12 décembre 2018

La parole n'étant plus demandée, M. le Président soumet l'investissement de Fr. 350'000.- et son financement au vote.

**Vote :**

**Approbation : 27    Avis contraire : 0    Abstention : 0**

Cet investissement et son financement sont acceptés à l'unanimité.

**5.1.4. Réfection de la route de la Léchère à Vesin**

M. le Président Jean-Pierre Grandgirard donne la parole à M. Alain Bürgy, responsable du dicastère des routes.

M. Alain Bürgy nous informe qu'avec la fin des constructions le long de cet axe, il est à relever que le revêtement de cette route nécessite une réfection. Il précise cependant que ce n'est pas dû aux constructions mais elle a l'âge et est fortement mise à contribution par le passage de nombreux véhicules. Les travaux nous sont présentés et M. Bürgy précise que nous n'avons volontairement pas mis le bas de la Léchère car un projet est à l'étude et la réfection sera faite ultérieurement.

Financement Fr. 180'000.-, financé par un emprunt bancaire en 2019 de Fr. 180'000.- Frais financiers au budget de fonctionnement Fr. 16'200.- composés d'un intérêt de 2% Fr. 3'600.- et d'un amortissement de 7% Fr. 12'600.-.

La parole n'étant pas demandée, M. le Président soumet l'investissement de Fr. 180'000.- et son financement au vote.

**Vote :**

**Approbation : 27    Avis contraire : 0    Abstention : 0**

Cet investissement et son financement sont acceptés à l'unanimité.

**5.1.5. Changement de la conduite Chemin du Grésaley à Vesin**

M. le Président Jean-Pierre Grandgirard donne la parole à M. Yannick Bersier, responsable du dicastère des eaux.

M. Yannick Bersier nous informe qu'il s'agit de poser une nouvelle conduite dans le terrain agricole le long de la route entre les deux fontaines situées Chemin du Grésaley à Vesin pour remplacer celle qui se trouve actuellement sous le chemin AF. En effet, la conduite actuelle est remplie de calcaire et le curage serait trop onéreux et récurrent. Le devis pour le curage se monte à plus de Fr. 100'000.-, sans garantie de ne pas endommager la conduite actuelle. Le tronçon en question mesure 500m. Les grilles de la route seraient ensuite reliées à la nouvelle conduite.

Financement Fr. 80'000.- financé par les liquidités de la commune.

La parole n'étant pas demandée, M. le Président soumet l'investissement de Fr. 80'000.- et son financement au vote.

**Vote :**

**Approbation : 27    Avis contraire : 0    Abstention : 0**

DATE : 12 décembre 2018

Cet investissement et son financement sont acceptés à l'unanimité.

#### **5.1.6. Elaboration et frais du PED Bochat-Dessus**

M. le Président Jean-Pierre Grandgirard donne la parole à M. Bernard Grandgirard, responsable du dicastère des constructions et aménagements.

M. Bernard Grandgirard nous fait un rappel de la situation à savoir que ce chemin du Bochat dessert actuellement quelques villas qui sont en bordure de la route de Fétigny et la ferme de M. Gabriel Grandgirard. Un quartier en zone résidentielle à faible densité, en amont du chemin, a été accepté lors de la révision de notre PAL en 2015. La mise à l'enquête de deux PED (plan d'équipement de détail) a eu lieu, un PED des infrastructures de base pour le chemin et un PED pour les infrastructures de quartier sur la parcelle a été mis à l'enquête par le propriétaire. Le plan d'équipement de base a subi quelques oppositions des riverains et le dossier se trouve actuellement au canton depuis quelques mois et on devrait recevoir une réponse prochainement. Il rappelle que l'obligation de mettre à disposition les infrastructures de base pour un nouveau quartier incombe à la Commune laquelle perçoit les taxes de raccordement. Ces infrastructures de base sont l'élargissement du chemin, les canalisations eaux claires et eaux usées pour le raccordement à la parcelle ainsi que les différents services tel que l'éclairage public. Une convention a été, lors de la révision du PAL, conclue avec le propriétaire du terrain du quartier où il y a une participation aux frais d'équipement. Le montant demandé ce soir comprend notamment l'achat du terrain nécessaire à l'élargissement de ce chemin d'accès. C'est un montant estimatif établi sur la base d'un devis et un ratio de répartition. Le Conseil Communal propose cet investissement ce soir afin de ne pas le demander en cours d'année 2019.

Financement Fr. 75'000.- financé par les liquidités de la commune.

La parole est donnée à l'assemblée.

M. Jean-Pierre Grandgirard demande si on n'a pas déjà voté un montant de Fr. 60'000.- pour la réalisation de ce bout de chemin et comment cela va se passer pour la réalisation de ce chemin.

M. Bernard Grandgirard répond que non, le montant était dans la planification financière. Quant à la réalisation, on attend le permis de construire et dès que nous l'aurons reçu les travaux vont démarrer. Il précise également que sans convention passée au préalable avec le propriétaire du futur quartier, l'ensemble des frais des infrastructures de base auraient été à la charge de la commune.

La parole n'étant plus demandée, M. le Président soumet l'investissement de Fr. 75'000.- et son financement au vote.

#### **Vote :**

**Approbation : 27    Avis contraire : 0    Abstention : 0**

Cet investissement et son financement sont acceptés à l'unanimité.

#### **5.2. Budget de fonctionnement**

M. le Président Jean-Pierre Grandgirard donne la parole à Mme Vanessa Currat, responsable du dicastère des finances, pour la présentation de ce budget de fonctionnement.

DATE : 12 décembre 2018

Mme Vanessa Currat nous rappelle les bases légales du budget de fonctionnement :

- Art. 87 al. 3 de la loi sur les communes
- Le budget de fonctionnement doit être équilibré.
- Lorsque les charges dépassent les produits de plus de 5 %, la commune doit hausser les taux de ses impôts.
- La séparation du budget de fonctionnement et d'investissement est obligatoire.
- Le recours à l'emprunt n'est pas autorisé pour le budget de fonctionnement.
- Le budget comprend tous les produits et toutes les charges, y compris les imputations internes.
- Le budget comprend toutes les charges liées du canton et des associations de communes.
- Le budget supporte les charges de la dette.
- Pour le montant des amortissements légaux, le conseil communal fait référence au contrôle de l'endettement reçu du Service des Communes.
- Les bénéfices prévisibles dégagés par l'approvisionnement en eau, la protection des eaux et la gestion des déchets, doivent être portés en réserves ou en amortissements supplémentaires.
- Les recettes fiscales sont basées sur les données statistiques du Service cantonal des contributions et adaptées si besoin.
- Les imputations internes doivent être impérativement équilibrées.

Points clés du budget de fonctionnement:

- Budget excédentaire :
  - Total de charges : Fr. 6'384'728.-
  - Excédent de revenu prévu de : Fr. 141'956.50
  - Total des charges liées : 54.50% du total des charges ( - 3.06 points)
- Coût total de la dette : 11.04% des charges communales ( + 13,58 points)
- Marge de manœuvre commune : 34.46% (- 3,33 points)
- **Taux de couverture, environnement, taxes causales :**
  - Approvisionnement en eau : 98,21% (101.36% en 2018)
  - Protection des eaux : 105.47% (105,59% en 2018)
  - Ordures ménagères : 64,18% (92,71% en 2018)

Différences par rapport au budget 2018 :

- enseignement et formation	+3,28%	à relever que les frais de transports scolaires sont entièrement à notre charge.
- aménagement, environnement	-0,73%	
- intérêts et amortissements	+32,55%	
- affaires sociales	+7,92%	augmentation notamment du social
- transports et communications	+4,83%	
- santé	+6,25%	
- administration	-4,72%	tout notre portefeuille d'assurances a été réexaminé d'où une économie certaine
- culture et loisirs	+73,59%	
- ordre public	+4,47%	
- agriculture, forêts	+2,28%	

Recettes :

- Prudence sur impôts : augmentation de 3% seulement sur le revenu des personnes physiques
- Augmentation péréquation financière : (+ 12.80% en 2019)

DATE : 12 décembre 2018

M. le Président Jean-Pierre Grandgirard remercie Mme Vanessa Currat pour ces informations et donne la parole à M. Jean-Gabriel Meylan, vice-président de la commission financière, pour son rapport.

Rapport de la commission financière :

En préambule, un rappel de la mission de la commission financière pour le budget de de fonctionnement. L'article 97, alinéa 1, lettre a et alinéa 2 de la loi sur les communes (LCo) prévoit que la commission financière doit examiner le budget et donner un préavis sous l'angle financier au Conseil Général.

Conformément au mandat que nous a donné le Conseil Général de notre commune, la commission financière a examiné le budget de fonctionnement pour l'année 2019 en date du 19 novembre dernier.

Globalement, celui-ci présente un résultat positif puisqu'il se solde par un excédent de produits de Fr. 141'956.50. Elle précise que ce rapport a été établi avec le taux d'imposition actuel, soit 90 %. Une réduction de 2 points réduirait l'excédent de produit à Fr. 51'956.50. En complément au message du Conseil Communal, elle relève les points suivants :

**02 – Administration générale :** Les contrats d'assurances arrivant à échéance ont été renégociés par le Conseil communal qui a fait appel à un courtier. Le résultat est positif puisque les cotisations d'assurances maladie et accidents ont été réduites de Fr. 7'892.35, soit 31.58 % par rapport aux comptes 2017. Il en va de même pour les assurances choses dont les primes sont réduites de plus de 28 %.

**2 – Enseignement et formation :** Encore une fois, le compte Photocopies (mat. + entretien), position 290.310.10 a retenu toute notre attention. En effet, le canton diminue fortement la fourniture du matériel scolaire avec pour conséquence une très forte augmentation de production de photocopies. Par rapport aux comptes 2017, l'augmentation des charges se monte à 48 %, soit plus de Fr. 2'600.00.

Le camp de ski (compte 290.365.00) sera financé à raison d'environ Fr. 14'000.00 par la commune, par une participation des parents aux frais de repas ainsi que par un prélèvement du compte de la CLE figurant au bilan.

**3 – Culte, culture et loisirs :** Nous avons pris note qu'un chauffage provisoire est nécessaire pour la salle polyvalente dans l'attente de la mise en service de la centrale de chauffe prévue dans le cadre de la construction du nouveau CO. Son coût est estimé à Fr. 15'000.00 (compte 341.314.00).

**6 – Transports et communications :** La construction de nouveaux immeubles ainsi qu'une éventuelle interdiction de parcage de la part des CFF dans le secteur de la gare oblige le Conseil communal à trouver une solution afin d'éviter un report de stationnement sur la place de parc de la salle polyvalente. La variante retenue par l'exécutif est la pose de deux horodateurs permettant la gestion de ces places. Le budget se monte à Fr. 32'000.00 (compte 620.312.40).

**7 – Protection et aménagement de l'environnement :** Au chapitre 72 « Ordures ménagères » nous relevons que le taux de couverture de ce poste est seulement de 64.18 % alors qu'un taux minimal de 70 % doit être couvert par les taxes. Le caractère exceptionnel de cette couverture insuffisante est causé par un investissement de Fr. 20'000.00 pour l'aménagement d'une place pouvant accueillir un compacteur.

**9 – Finances et impôts :** Comme chaque année, nous constatons que le Conseil Communal joue la prudence dans l'estimation des entrées fiscales. Globalement, le total des produits suppose une augmentation de Fr. 552'866.45 alors que les charges seraient aussi en augmentation de Fr. 182'023.65. Comme indiqué en préambule, le budget présenté a été

DATE : 12 décembre 2018

établi sur la base d'un taux d'imposition de 90 %. En cas d'acceptation d'une réduction de l'imposition de 2 points, l'augmentation des produits serait réduite de Fr. 90'000.00.

En conclusion, sur la base de son analyse, la CF déclare que ce budget de fonctionnement est cohérent et réaliste. Elle remercie le Conseil Communal et le personnel administratif pour l'élaboration de ce budget ainsi que pour la qualité des réponses et explications obtenues.

La commission financière donne un préavis favorable et propose au Conseil Général de l'approuver, tel que présenté.

M. le Président Jean-Pierre Grandgirard remercie M. Meylan pour son rapport.

La parole est donnée à l'assemblée.

Mme Marielle Corboz nous informe que le groupe « Unis pour Cugy » approuve le budget de fonctionnement 2019 et remarque que la principale augmentation est les frais scolaires à charge de la commune dès 2019.

Mme Corinne Rey nous informe que le groupe « Unité communale », à l'unanimité des personnes présentes, approuve le budget de fonctionnement 2019.

La parole n'étant plus demandée, M. le Président soumet le budget de fonctionnement 2019 au vote.

**Vote :**

**Approbation : 27    Avis contraire : 0    Abstention : 0**

Le budget de fonctionnement 2019 est accepté à l'unanimité.

Mme Currat remercie le Conseil Général ainsi que la boursière communale.

**6. APPROBATION DE LA MODIFICATION DES STATUTS DE L'ASSOCIATION DU CYCLE D'ORIENTATION DES COMMUNES DU DISTRICT DE LA BROYE**

M. le Président Jean-Pierre Grandgirard donne la parole à M. Bernard Grandgirard, responsable du dicastère.

M. Bernard Grandgirard nous informe que ces modifications émanent principalement des conséquences de la nouvelle loi scolaire et le fait que la commune de Villarepos ait fusionné avec la commune de Courtepin. A noter que jusqu'à aujourd'hui et depuis fort longtemps les enfants de la commune de Villarepos allaient à Domdidier pour le niveau secondaire. Il a donc été décidé de sortir la commune de Villarepos des statuts de l'Association. Le comité de l'Association en a profité pour effectuer un « toilettage » de ses statuts. Il précise que ces statuts ont été approuvés à l'unanimité lors de l'assemblée du 15 mars 2018 par l'Association du cycle d'orientation des communes de la Broye et ils doivent également être approuvés par l'ensemble des communes de la Broye dont le ¾ des communes et le ¾ de la population.

M. le Président Jean-Pierre Grandgirard rappelle que c'est un débat libre dès lors, il donne la parole à l'assemblée.

M. Jacques Monnard nous informe que le groupe « Unis pour Cugy » approuve bien évidemment cette nouvelle mouture qui s'impose au vu de la nouvelle loi scolaire, cependant



DATE : 12 décembre 2018

en vue d'une fidélité à la politique de la loi française, il aurait souhaité à l'article 12 point 4 que les directeurs assistent aux séances du comité.

Plus de questions, M. le Président Jean-Pierre Grandgirard soumet au vote la modification des statuts de l'Association du cycle d'orientation des communes du district de la Broye.

**Vote :**

**Approbation : 27    Avis contraire : 0    Abstention : 0**

**Les statuts de l'Association du cycle d'orientation des communes du district de la Broye sont acceptés à l'unanimité.**

**7. APPROBATION DES STATUTS DE L'EPARSE**

M. le Président Jean-Pierre Grandgirard donne la parole à M. Alexandre Vonlanthen, président de l'Eparse.

M. Alexandre Vonlanthen nous présente en détail les statuts de l'Eparse au moyen de flyers. La présentation sera disponible sur le site internet de la commune. Il précise que nous avons besoin de ces statuts pour créer l'association. Quelques chiffres :

17 communes concernées  
19.6 km de conduites pression  
2 km de canalisations gravitaires  
7 STEP transformées en stations de pompage (STAP)  
1 station de pompage (STAP) sur un emplacement nouveau  
2 stations de pompage (STAP) existantes réaffectées

Il précise que comme mentionné dans la presse, le Conseil Général de Montagny a refusé les statuts. Il y a eu incompréhension, le CG n'ayant pas été invité aux séances d'information. Dès lors, s'ils restent sur leur position les communes de Torny et Corserey ne pourront pas rejoindre l'Eparse ce qui en soi n'est pas un gros problème pour nous.

Les communes se sont engagées depuis quelque temps déjà puisque cela fait depuis 2007 qu'on parle d'une STEP régionale. Depuis 2015, nous travaillons sous forme de convention pour l'étude de la régionalisation. Le projet dépend également des planifications cantonales qui dit que le troisième pôle de traitement des micropolluants sera la STEP de Payerne, qui sera reconstruite à neuf sur un nouveau site à proximité de la STEP actuelle. Troisième pôle parce que sur la broye il y a 4 pôles. Le premier Ecublens, ensuite Lucens, Payerne et la basse-broye.

La mise en place du traitement avancé des micropolluants pourra intervenir dès la mise en service, entre 2020 et 2025, avec le dépassement du seuil des 24'000 habitants raccordés. Nous sommes déjà à 24'000 avec la population 2016 ; dès lors le but est de construire une STEP de 49'000 EH avec toutes les communes concernées.

**Investissements**

STEP régionale	Fr.	32'000'000.-
Réseaux et STAP	Fr.	17'000'000.-
Réserve et divers	Fr.	2'000'000.-
Total estimé	Fr.	51'000'000.-
TVA	Fr.	4'000'000.-
Total TTC	Fr.	55'000'000.-

Sont compris dans ce devis :

- Coût des travaux et achat de terrains

DATE : 12 décembre 2018

- Honoraires, divers et imprévus

Ces coûts sont comptés sans les subventions. Pour les communes vaudoises, les subventions sont acquises selon le tableau annexe des statuts. Pour les fribourgeoises, une motion est en cours au Grand Conseil pour obtenir des subventions. Au niveau fédéral, nous recevrons 75% du coût de l'infrastructure du traitement des micropolluants, soit environ 1,5 mio de subvention fédérale.

**Coûts d'exploitation annuels** (pour 30'000 EH ce que nous avons actuellement)

STEP régionale	Fr.	1'175'000.-
Réseaux et STAP	Fr.	246'000.-
Réserve et divers	Fr.	68'000.-
Total estimé	Fr.	1'489'000.-
TVA	Fr.	11'000.-
Total TTC	Fr.	1'500'000.-

Sont compris dans ces coûts :

- Personnel, consommables, réparations et entretien
- Consommation d'énergie, taxes, etc...

Pour comparer, on arrive à un coût de Fr. 43.- par EH. Actuellement à l'AIPG on a un budget de Fr. 535'000.- pour 5'300 EH donc on arrive à Fr. 100.- par EH, ceci sans le traitement des micropolluants. Après on sera à Fr. 43.- par EH avec le traitement des micropolluants.

**Statuts**

Quelques points principaux des statuts :

- Nous sommes régis par le droit vaudois puisque le siège de l'association est à Payerne.
- Les membres sont les communes.
- L'association est propriétaire des ouvrages ; le coût initial était devisé à 74 mio et aujourd'hui nous sommes à 55 mio.
- Chaque commune membre a droit à un suffrage par tranche de 500 habitants. Le nombre d'habitants correspond à la population recensée des entités/localités effectivement raccordées à l'Eparse. Les exemples nous sont montrés.
- Le comité de direction se compose de 7 sièges choisis par le conseil intercommunal. Il nous en donne la répartition.
- Les frais de fonctionnement et les frais financiers sont répartis à 80% selon le nombre d'EH et 20% selon la quantité d'eaux claires parasites (ECP). L'EH est une unité conventionnelle de mesure de la pollution moyenne rejetée par habitant et par jour. L'ECP est une eau claire qui s'introduit dans un réseau d'assainissement par suite de rejets d'eau industrielle propre, de fuites de réseau potable, de captations de source ou d'infiltrations à travers les défauts d'étanchéité du système, abrégée ECP.
- Une fois tous ces calculs effectués selon les facteurs pris en compte, la charge annuelle pour Cugy s'élève à Fr. 281'380.-, ceci étant bien entendu un exemple car il faut tenir compte des eaux parasites qui influencent le calcul.

Les statuts auront des dispositions transitoires car la STEP va continuer à fonctionner durant la construction de la nouvelle. Il nous donne connaissance de ces dispositions transitoires notamment que les frais inhérents à la construction des infrastructures de l'Eparse seront répartis au prorata de la population raccordée aux STEP.

**Planning :**

- Fin 2018 : vote des statuts par tous les législatifs des communes membres
- 01.01.2019 : création de l'Association (après ratification par les Conseil d'Etat)

**Prochaines étapes :**

DATE : 12 décembre 2018

→ Janvier 2019	nomination d'un CODIR et dissolution du COPIL
→ Janvier 2019	définition des lots pour appel d'offres des mandataires
→ Février 2019	établissement des projets définitifs pour la procédure d'enquête
→ Mars 2019	poursuite des mandats et montage des appels d'offres pour les travaux
→ Avril 2019	appels d'offres pour les travaux selon les lots
→ Avril 2019	création du règlement du personnel et du cahier des charges
→ 2020-2021	début des travaux selon les lots
→ 2020-2021	engagement du 1 <sup>er</sup> exploitant de l'Eparse (dès le début des travaux)
→ 2023-2024	inauguration de l'Eparse

M. le Président Jean-Pierre Grandgirard remercie M. Vonlanthen pour ses explications et donne la parole à l'assemblée.

M. Jean-Sébastien Rey nous informe que lors de sa dernière séance, le groupe « Unité communale » a pris connaissance des explications relatives au projet régionale du traitement des eaux nommé l'Eparse et plus particulièrement de ses statuts. Ce projet a été brillamment mis sur pied par un comité de pilotage compétent et nous avons l'avantage d'y trouver notre syndic. Avec l'Eparse, nous bénéficierons d'un moyen extensible, répondant aux normes futures, ceci au meilleur prix afin de traiter nos eaux usées. La répartition des coûts est prévue de façon très équitable ; il a été démontré qu'il n'y a aucune alternation possible à coût égal. C'est un pas à franchir aujourd'hui en faveur de ce projet. En résumé le groupe « Unité communale », à l'unanimité des personnes présentes, demande d'adhérer à ce projet et donc d'approuver ces statuts.

M. Christian Molleyres demande si Montagny n'ayant pas approuvé ces statuts, ils ne feront pas partie du groupe, Corserey non plus, est-ce que cela change quelque chose au niveau financier ?

M. Vonlanthen répond qu'il y a Corserey et Torny qui ne pourront pas venir, ce qui veut dire qu'au niveau financier il y aura une diminution des coûts proportionnellement car les réseaux ne seront pas construits. Donc une diminution sur les coûts de constructions ; quant aux coûts de traitement, c'est difficile à dire car ils sont calculés en EH et il faudra revoir la clé de répartition mais il est possible qu'il y ait 1% à 2% de différence.

Plus de questions, M. le Président Jean-Pierre Grandgirard soumet au vote l'approbation des statuts de l'Eparse.

**Vote :**

**Approbation : 27    Avis contraire : 0    Abstention : 0**

**Les statuts de l'Eparse sont acceptés à l'unanimité.**

**8. APPROBATION DU REGLEMENT RELATIF A LA GESTION DES DECHETS**

M. le Président Jean-Pierre Grandgirard donne la parole à M. Guido Flammer, responsable du dicastère.

M. Guido Flammer relève qu'il y a une année le Conseil Général n'est pas entré en matière sur le règlement relatif à la gestion des déchets, ceci suite aux retours tardifs des remarques des Services cantonaux.

DATE : 12 décembre 2018

Dans sa séance du 2 mai 2018, le Conseil Général a accepté le règlement relatif à la gestion des déchets corrigé selon la volonté des Services cantonaux.

Dès lors, le Conseil Communal a transmis ce règlement au Service de l'environnement pour approbation, lequel est revenu en retour, le Service de l'environnement voulant plus de précisions et proposant que toutes les communes qui ont donné la gestion des déchets à l'entreprise RG Récupération SA aient un même règlement.

Le Conseil Communal a rencontré le Service de l'environnement et le Service des communes afin de parcourir et élaborer le règlement qui vous est soumis ce soir. Pas grands changements par rapport au règlement accepté le 2 mai 2018 si ce n'est un toilettage de certains articles.

M. le Président Jean-Pierre Grandgirard met ce règlement en discussion.

Mme Chantal Pache commence par une remarque personnelle sachant qu'elle est favorable à une déchetterie régionale. Mais quelle a été sa surprise de se retrouver le vendredi 7 décembre à 15.55 h. devant la porte de la déchetterie de Sévaz pour apprendre que veille de fête la déchetterie ferme une heure plus tôt. Que ce soit entre Noël, Nouvel-An ou autre pourquoi pas, mais veille d'un samedi, jour d'affluence, et qui de plus est férié uniquement sur Fribourg. Aussi en référence à l'article 8 point 2 du règlement, ne devrait-on pas garder les horaires standards et fermer plus tôt les veilles de fêtes au niveau national. Pour ce qui est des modifications du règlement sur la gestion des déchets, elles sont approuvées à l'unanimité par le groupe « Unité communale ».

M. Guido Flammer répond que l'entreprise se trouvant sur le canton de Fribourg, elle applique les fériés fribourgeois et si le règlement de l'entreprise prévoit une fermeture plus vite veille de fête, elle est en droit de l'appliquer.

Plus de questions, M. le Président Jean-Pierre Grandgirard soumet au vote le règlement relatif à la gestion des déchets.

**Vote :**

**Approbation : 27    Avis contraire : 0    Abstention : 0**

**Le règlement relatif à la gestion des déchets est accepté à l'unanimité.**

**9. MODIFICATION DES ARTICLES 60 ET 61 DU REGLEMENT DU PERSONNEL COMMUNAL DU 23 AVRIL 2008**

M. le Président Jean-Pierre Grandgirard donne la parole à M. Alexandre Vonlanthen, responsable du personnel.

M. Alexandre Vonlanthen nous informe que lors de l'établissement du budget 2019, le Conseil Communal s'est penché sur la rémunération des employés communaux lors de jubilaire. La décision a été prise de donner une semaine de vacances lors de l'année des 10 ans et ceci tous les 10 ans. En effet, le Conseil Communal estime que nous avons du personnel compétent, fidèle et toujours disponible. D'autre part, à la lecture du règlement on a constaté que l'article 60 n'est pas en adéquation avec les travaux de nos employés de la voirie concernant le service de piquet. Actuellement on verse une indemnité et on a trouvé judicieux de le mentionner dans ce règlement.

Les articles modifiés sont :

DATE : 12 décembre 2018

Art. 60            Service de piquets

Pour le service hivernal, le Conseil Communal accorde une indemnité pour le service de piquet hebdomadaire.

Art. 61            Récompense

<sup>1</sup>Le Conseil communal peut accorder une récompense, dont il fixe le montant, au collaborateur dont l'initiative, le travail ou la suggestion permet d'éviter un accident ou des dommages, d'améliorer notablement le rendement d'un service ou rend à la Commune un service d'une valeur exceptionnelle.

<sup>2</sup>Pour récompenser la fidélité des employés, une semaine de vacances, au prorata EPT, est offerte l'année du jubilaire et ceci tous les 10 ans.

M. le Président Jean-Pierre Grandgirard remercie M. Vonlanthen pour ces explications et donne la parole à l'assemblée.

M. Olivier Vonlanthen nous informe que le groupe « Unité communale » accepte bien entendu ce nouveau règlement et par là-même profite de remercier le personnel administratif et de l'édilité pour l'excellent travail fait tout au long de l'année.

La parole n'étant plus demandée, M. le Président Jean-Pierre Grandgirard soumet au vote la modification des articles 60 et 61 du règlement du personnel communal du 23 avril 2008.

**Vote :**

**Approbation : 27    Avis contraire : 0    Abstention : 0**

**La modification des articles 60 et 61 du règlement du personnel communal du 23 avril 2008 est acceptée à l'unanimité.**

**10. PRESENTATION DE LA CONVENTION ENTRE LA COMMUNE ET LE CYCLE D'ORIENTATION DE LA BROYE**

M. le Président Jean-Pierre Grandgirard donne la parole à M. Bernard Grandgirard, responsable du dicastère.

M. Bernard Grandgirard nous informe, que comme annoncé lors des précédentes séances du Conseil Général, le Conseil Communal avait promis de donner les informations sur le contenu de la convention avec le CO. Cette convention règle l'utilisation des infrastructures du CO et de la commune de manière réciproque. Cette convention a été établie et discutée entre la commune et le CO au fil du développement du projet. Elle a été acceptée à l'entière satisfaction des deux parties après quelques négociations et respect des conditions émises par la commune lors de l'acceptation du site du CO. Il nous donne un résumé de cette convention à savoir :

- ✓ La présente convention a pour but de définir les conditions d'utilisation réciproques des infrastructures concernées détaillées à l'article 5 ainsi que de convenir les principes pour le nettoyage et l'entretien de celles-ci.
- ✓ La convention aura une durée de 30 ans, renouvelable de 5 ans en 5 ans.
- ✓ Pour l'utilisation réciproque des infrastructures, les parties conviennent d'un montant forfaitaire de Fr. 20'000.--/an qui sera versé par le CO en faveur de la commune.
- ✓ Les frais pour l'entretien et le nettoyage des infrastructures extérieures font l'objet d'une facturation annuelle basée sur un tarif horaire.

DATE : 12 décembre 2018

- ✓ La subvention obtenue par le CO pour la construction d'une aula dans la salle polyvalente de Cugy est en faveur de la commune. Il rappelle que ce montant faisait partie du budget du projet présenté au Canton ; le montant était de Fr. 380'000.- et la promesse du Canton est de Fr. 530'000.-.
- ✓ Les prix sont fixés pour une durée de 5 ans et seront adaptés sur la base de l'indice fédéral des prix à la consommation.
- ✓ La salle polyvalente sera utilisée comme aula par le CO à raison d'une centaine d'heures par année.
- ✓ La commune s'engage à garantir, au CO, la mise à disposition de la salle polyvalente pour 15 périodes hebdomadaires d'enseignement d'éducation physique, ceci en cas d'extension future du CO, deuxième étape prévue à l'horizon 2030-2035, à savoir 150 élèves supplémentaires. Le tarif est fixé à Fr. 95.-- par période d'enseignement. Tarif identique à Estavayer et Belmont-Broye.
- ✓ La bibliothèque scolaire communale est transférée et regroupée avec la bibliothèque du CO. L'organisation est à mettre en place.
- ✓ Le réfectoire, la salle de musique et la salle de sport du CO peuvent faire l'objet d'une location à des tiers, ceci à voir directement avec le CO,
- ✓ En soirée, durant le week-end et les vacances scolaires, le parking du CO, 40 places, est utilisable d'une manière publique selon les conditions édictées par la commune.
- ✓ Le parking de la salle polyvalente pourra être utilisé pour les besoins du CO dans le cadre de manifestations spéciales.
- ✓ Le terrain multisport, construit sur la parcelle du CO, prioritairement destinée aux besoins du CO mais mis à disposition des écoles primaires en compensation du terrain de basket supprimé dans le cadre de cette nouvelle construction.
- ✓ Il sera utilisable par le public selon les conditions édictées par le CO et la commune.
- ✓ Les infrastructures pour la pratique de l'athlétisme demeurent propriété de la commune et seront prioritairement destinées aux besoins scolaires tant au niveau primaire que secondaire. Elles pourront être utilisées à des fins extrascolaires.
- ✓ Les terrains de football peuvent être mis à disposition du CO pour les cours ainsi que pour l'organisation de tournois et de joutes sportives.
- ✓ Concernant le nettoyage et l'entretien des infrastructures intérieures, chaque partie est responsable et assume le nettoyage et l'entretien de ses propres locaux
- ✓ Concernant le nettoyage et l'entretien des infrastructures extérieures, le personnel communal de Cugy effectue le nettoyage et l'entretien de la totalité des aménagements extérieurs du CO. La commune facture un tarif de Fr. 45.--/heure pour la main-d'œuvre. L'heure machine est facturée selon le tarif de l' « Agroscope Transfer ».
- ✓ Pour terminer, les parties s'engagent à respecter les règlements d'utilisation des infrastructures concernées.

M. le Président Jean-Pierre Grandgirard remercie M. Grandgirard et donne la parole à l'assemblée.

M. Olivier Vonlanthen fait remarquer que la convention ne parle pas du chauffage à distance. Comment cela va-t-il se passer ?

M. Bernard Grandgirard répond qu'effectivement cela ne fait pas partie de la convention car le chauffage à distance est situé vers les bâtiments du CO. Le CO a un contrat avec le producteur d'énergie Groupe E Celsius et la commune de Cugy a également un contrat avec Groupe E Celsius pour la fourniture de chaleur de la salle polyvalente et à futur de la salle de sport.

DATE : 12 décembre 2018

M. Olivier Vonlanthen demande si le prix de l'énergie est déjà fixé ou en cours de négociation.

M. Grandgirard répond que le prix a été convenu avec le Groupe E Celsius après comparaison avec les coûts actuels et les coûts pratiqués pour les chauffages à distance.

M. Jean-Gabriel Meylan demande si le tarif de Fr. 45.-/h pour nos employés communaux tient compte des assurances sociales ?

M. Grandgirard répond que oui et c'est le même tarif qui est appliqué pour la STEP.

Plus de questions, on passe au point

## **11. INFORMATIONS COMMUNALES**

Avant de donner la parole aux conseillers communaux, M. le Président Jean-Pierre Grandgirard communique les dates des séances du Conseil Général pour l'année 2019, à savoir :

1 <sup>er</sup> mai 2019	pour les comptes et élections au Conseil Général
3 juillet 2019	date de réserve
25 septembre 2019	séance d'automne pour la planification financière
11 décembre 2019	séance du budget 2020

En raison de la rénovation de la salle, les séances du CG 2019 auront lieu en principe à l'Hôtel de l'Ange après avoir consulté les présidents des différents groupes du CG. En effet, la salle de Vesin sera déjà passablement occupée par différentes sociétés du village.

La parole est donnée au Conseil Communal pour différentes informations communales.

M. Bernard Grandgirard nous donne une brève information sur le plan communal des énergies, processus qui a été mis en place lors de la révision de notre plan d'aménagement local. Notre commune a adhéré à l'Association Cité de l'énergie et c'est une obligation légale d'avoir un plan communal des énergies. Le document contenant 54 pages a été élaboré avec le soutien du bureau Bio-Eco et en collaboration avec la commission d'aménagement 2015-2016. Il a été mis quelque temps en attente d'avoir plus de précisions concernant le chauffage à distance. Aujourd'hui il a été révisé et réadapté, notamment aussi en ce qui concerne l'éclairage public, et transmis aux Services cantonaux pour approbation.

M. Jean-Denis Borgognon nous donne quelques informations sur les travaux qui seront réalisés à la salle polyvalente jusqu'au mois d'avril 2019 :

→ janvier 2019	travaux de désamiantage, démolition maçonnerie, sciage des ouvertures mur façade, démontage des portes et fenêtres
→ février 2019	démolition, bétonnage, terrassement du bâtiment existant, étanchéité de la toiture, portes vestiaires foot, pose fenêtres agrandissement et pose carrelage des vestiaires
→ mars 2019	bétonnage + maçonnerie intérieure, toiture, pose de fenêtres et portes, préparation pour la pose installation chauffage-ventilation-électricité, finition des vestiaires
→ avril 2019	travaux de toiture, superstructure sur la partie de l'agrandissement, pose installation de chauffage-électricité-ventilation, pose des cadres de portes

DATE : 12 décembre 2018

M. Guido Flammer nous donne quelques informations sur le compacteur ; le site des CFF, étant un endroit stratégique pour la commune du fait de son éloignement du centre du village. Cependant au vu des conditions demandées par les CFF, notamment une location annuelle de Fr. 2'400.- pour l'emplacement, le Conseil Communal a analysé d'autres endroits possibles, à cet effet il remercie les personnes qui ont soumis des propositions, et il est actuellement en train d'étudier différentes pistes pour le futur emplacement du compacteur.

Mme Vanessa Currat nous informe qu'en ce qui concerne l'AES et son futur emplacement, les locaux actuels étant trop petits, le Conseil Communal a pris la décision de déplacer l'AES dans les locaux actuels de l'administration. Une discussion aura lieu avec le SEJ début janvier afin de voir si cela convient et correspond aux normes demandées. Bien entendu ces locaux devront être aménagés pour 2020. Elle remercie le secrétariat qui s'occupe de l'AES tout au long de l'année.

En deuxième, elle nous informe que concernant l'arrêt du Tribunal Fédéral relatif aux fournitures scolaires et activités extrascolaire, le Conseil d'Etat a mis en consultation auprès des communes plusieurs variantes pour la prise en charge de ces frais. La variante la plus intéressante pour nous est la variante qui s'appelle le désenchevêtrement des tâches cantonales et communales, ce qui veut dire que l'Etat prendrait à sa charge les fournitures scolaires et seraient à la charge des communes les activités scolaires et extrascolaires. Pour les fournitures ce sont les cahiers, les crayons et autres mais également les photocopies. Nous attendons maintenant la décision à ce sujet à noter que cette variante a fait l'unanimité des communes. Sur la base de cette décision, nous pourrons ensuite décider de ce que nous allons faire concernant ces activités scolaires et extrascolaires.

M. Alain Bürgy vient sur la liste des délais sur laquelle il doit une réponse à M. Raphaël Grandgirard au sujet des Taxomex. Il précise qu'il s'agit, en premier lieu, d'appareils pédagogiques ; ce ne sont pas des radars et ils ne sont pas étalonnés comme ceux dont la police dispose, donc ils n'ont pas de valeur légale. Au niveau du fonctionnement l'appareil prend 3 mesures en 3 secondes et mesure jusqu'à environ 200 mètres, ceci dépendant toutefois de la position de l'appareil et de la topologie de l'emplacement. Les statistiques nous donnent le nombre de véhicules détectés, le nombre de véhicules réels, la vitesse moyenne des véhicules par heure, la vitesse maximale par heure et la vitesse en-dessous de laquelle circule le 85% des véhicules.

Concernant la lettre du Conseil des parents, le Conseil Communal y a donné une réponse le 26 novembre 2018.

M. Alexandre Vonlanthen nous informe de plusieurs choses :

- Le nouveau site Internet de la commune est actuellement en phase de construction ; il nous présente quelques pages de ce futur site. Ce site sera bien sûr adaptable aux supports tels que tablette et natel. Sera inclus dans ce site, une partie Intranet qui va fortement intéresser les conseillers généraux et les membres des commissions puisque tout pourra se faire via cette plateforme. Convocations des séances, téléchargement des documents, agenda ... Lorsque ce site et Intranet seront actifs, les conseillers généraux en seront avisés.
- Le Conseil Communal, au vu des sentiers pédestres et de l'Helsana Trail, a réfléchi sur ce qui pourrait se faire pour les amateurs de VTT afin d'interdire qu'ils se rendent sur ces parcours et abîment ces chemins. Plutôt que d'interdire, une proposition de faire quelque chose pour eux a été étudiée et discutée au sein du Conseil Communal, à savoir éventuellement faire des parcours parallèles à ces chemins et pourquoi pas plusieurs parcours. Des contacts ont été pris avec des personnes actives dans ce sport ainsi que les communes avoisinantes. Tout le monde est partant pour l'idée de créer des parcours,



DATE : 12 décembre 2018

ce projet ne devant bien entendu rien coûter aux communes si ce n'est une légère contribution pour l'entretien qui pourrait se faire par un Club.

- Les travaux relatifs à la fibre optique sur Cugy sont pratiquement terminés et chose promise, chose due, ils vont venir sur Vesin. Une séance d'information aura lieu le 7 février 2019 à 19.30 h. à la salle de Vesin, sous l'immeuble du Lat.

Pour terminer, il tient à remercier tous ses collègues pour l'excellent travail effectué tout au long de l'année et souhaite à toutes les personnes présentes de bonnes fêtes de fin d'année.

## **12. DIVERS**

Avant de donner la parole aux conseillers généraux, M. le Président Jean-Pierre Grandgirard souhaite intervenir au sujet de la naturalisation. Il relève qu'une grande partie de la population de notre village a été surprise même stupéfaite d'apprendre par la Liberté du 2 octobre de la décision prise par le Conseil Communal de refuser la citoyenneté suisse à un couple résidant dans le village depuis plus de 30 ans, qui est commerçant et qui bénéficie de la confiance de toute la population. La stupeur a été plus grande lorsqu'ils ont connu le nom des personnes en question. Il nous cite la réaction de 3 citoyens qui l'ont fait réfléchir à cette décision ; le jour de la parution de l'article il se trouvait à Saint-Aubin lorsqu'il croise une connaissance qui le traite de « raciste de Cugy » car en tant que Président du Conseil Général tu ne dois pas être fier de ta commune. A ce moment-là il ne savait pas de quoi il parlait. Quelques jours plus tard, dans un restaurant de Cugy, une personne lui dit « en tout cas pour ne pas avoir la nationalité suisse il a dû faire quelque chose de très grave, il a sûrement dû avoir une condamnation ou un gros problème avec l'Etat ! » ; la troisième personne est un couple qui avait l'intention de demander la naturalisation suisse, qui a passé plus de 30 ans dans la commune et qui ne pense pas retourner au Portugal à la retraite, qui dit qu'après ce qui est arrivé à notre compatriote nous n'oserons jamais faire une demande de naturalisation. Ces trois réactions ne sont bien sûr pas justifiées mais elles engagent à la réflexion sur la décision prise par notre commune. Il ne connaît bien sûr pas les motifs qui ont poussé le Conseil à prendre une telle décision mais si on se base sur le règlement du droit de cité communal, mis à jour lors du Conseil Général du 26 septembre dernier, et la loi sur le droit de cité fribourgeois, ces candidats-là n'auraient même pas dû être auditionnés tant leur intégration auprès de la population est parfaite ; on retrouve ce cas de figure à l'article 6 du présent règlement. Il pense que la commission de naturalisation nommée à chaque début de législature, n'a pas vraiment intégré les principes de la loi et du règlement concernant l'octroi du droit de cité communal. Une deuxième chance aurait dû être proposée aux candidats si le premier entretien ne s'était pas très bien déroulé c'est en tout cas ce qui se pratique auprès de plusieurs commissions de naturalisation qu'il a consultées. Ce cas est regrettable car nous allons probablement perdre un très bon contribuable qui va transférer son entreprise dans une autre localité au début de l'année prochaine. Il est aussi étonnant qu'un jeune homme de 17 ans qui a fait toute sa scolarité en Suisse et qui sera recruté pour le service militaire prochainement soit refusé à la naturalisation dans notre commune pour des motifs futiles. D'autre part, il ne comprend pas pourquoi le Conseil Général n'a jamais été informé des travaux de cette commission ; depuis l'introduction du Conseil Général, à aucun moment nous avons été informés des personnes qui ont obtenu la naturalisation de notre commune et encore moins de celles qui ont été refusées. Il se souvient lors des assemblées communales, lorsque nous accueillions des nouveaux naturalisés, on pouvait les féliciter et les applaudir lors de l'assemblée. Le règlement du Conseil Général et la loi sur les communes mentionnent aussi que le Président du Conseil Général surveille les travaux des commissions nommées par le Conseil Général et il est dès lors difficile d'effectuer cette tâche s'il ne peut participer à aucune séance et que rien n'est dit sur les travaux de cette commission lors du Conseil Général. Renseignements

DATE : 12 décembre 2018

pris auprès d'autres Conseils Généraux cette pratique n'a pas cours et le Président ou la Présidente est invité à participer aux séances de cette commission comme pour toutes les autres commissions de la commune nommées par le Conseil Général. Aussi il demande qu'à l'avenir le Conseil Général soit renseigné chaque année sur les décisions de cette commission. Nous devons au moins connaître le nom des personnes qui ont obtenu la naturalisation de notre commune et les refus prononcés par le Conseil Communal. Deuxièmement le Président ou la Présidente du Conseil Général, comme pour les autres commissions, soit invité à participer aux séances de cette commission de naturalisation sans pouvoir intervenir dans les débats.

Il donne la parole aux conseillers généraux.

Mme Marielle Corboz remercie le Conseil Communal d'avoir pris en compte sa demande de l'année dernière concernant les futurs locaux de l'AES, la salle actuelle étant trop petite pour accueillir les enfants. En deuxième point elle revient sur les actualités extrascolaires dont Mme Currat nous a parlé du financement par le CE, mais elle a entendu dire que le financement de ces activités par les parents pourrait se faire pour autant que ces activités soient facultatives et non obligatoires car ces dernières le seront par la commune ou d'autres financements. Elle demande si c'est la CLE qui va définir quelles sont les activités obligatoires ou facultatives et comment cela va se passer pour le futur.

Mme Vanessa Currat répond que la décision n'est pas encore aboutie mais elle pense qu'effectivement il devra y avoir une discussion entre le conseil des parents et le Conseil Communal. Il faudra bien déterminer ce qui est obligatoire ou facultatif et éviter d'avoir une école à deux vitesses.

Mme Marielle Corboz soulève le problème du stationnement sur Cugy et au vu du prochain achat d'horodateurs pour le parking de la salle polyvalente, du parc payant à la place de la gare, elle demande si le Conseil Communal a déjà un concept à ce sujet ?

M. Alain Bürgy répond que « concept » est un bien grand mot, le Conseil Communal a plusieurs idées mais rien de concret pour l'instant. Il est bien entendu au courant du projet des CFF d'un parking payant, puisque Cugy est le seul parking de la gare non-payant, il y a également le report du parcage des véhicules à la salle lorsqu'il y a le chargement des betteraves, c'est pourquoi le Conseil Communal a décidé d'aller dans le même sens que les CFF et mettre en œuvre un projet de parking payant sur la place de la salle polyvalente.

Mme Marielle Corboz propose, si nécessaire, que le Conseil Communal s'allie l'aide de plusieurs membres du Conseil Général pour créer et étudier ce concept.

M. Fabrice Bersier revient sur les propos du Président du Conseil Général au sujet de la naturalisation et relève que bien sûr tout le monde a été surpris de l'annonce de la Liberté et on peut se poser des questions, mais il pense que la commission qui était en place, qui a des droits et des devoirs, a fait son travail en bonne conscience et il se pose la question de savoir s'il doit y avoir débat au sein du Conseil Général. C'est une commission du Conseil Général et le Président l'a relevé que la commission n'a pas bien fait son travail, et à son avis ce n'est pas le cas car il estime que la commission a bien fait son travail et il soutient les personnes qui font partie de cette commission et il a peur qu'au vu de ce qui s'est passé il y ait des personnes qui ne veuillent plus faire partie de cette commission. Pour compléter il tient pour rafraîchir la mémoire de tous les conseillers généraux à les renvoyer aux renseignements légaux pour savoir comment se constitue et fonctionne cette commission afin d'avoir un débat assez serein et de ne pas créer de polémique en interne, pour ou pas pour. Ces personnes ont été entendues et il est d'avis que la croix suisse doit se mériter.

DATE : 12 décembre 2018

M. le Président Jean-Pierre Grandgirard répond qu'il demande tout simplement plus de clarté quant au travail de cette commission et que le Conseil Général soit renseigné sur les candidats à la naturalisation et que le ou la Présidente soit invité à participer aux séances de cette commission puisque son rôle est de surveiller les travaux des commissions.

M. Jacques Monnard nous informe que chaque année il organise le nettoyage en forêt en collaboration avec le canton et que pour 2019 il a passé la main ; cette journée aura toutefois lieu le samedi 23 mars 2019.

Avant de clore l'assemblée, M. le Président Jean-Pierre Grandgirard tient à remercier tous les intervenants de cette soirée et la clarté des débats, invite les conseillers généraux à venir chercher leurs vacations auprès de la secrétaire ceci dès la fin de cette séance et souhaite à toutes et tous de bonnes fêtes de fin d'année et une bonne année 2019, il invite l'assemblée à partager le verre de l'amitié.

La séance est levée il est 22 h 50.

AU NOM DU CONSEIL GENERAL

Le Président :

La Secrétaire :

Jean-Pierre Grandgirard

Sylvia Bersier